

COMMUNE DE SENEDES

Règlement communal relatif à la gestion des déchets

L'Assemblée communale

Vu la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD) (RSF 810.2) ;
Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1) ;
Vu le règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RGD) (RSF 810.21) ;
Vu l'ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)
(RS 814.318.142.1) ;

Edicte :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Objet	Article premier Le présent règlement a pour but d'assurer, sur le territoire communal, la gestion des déchets dont l'élimination incombe à la commune.
Tâches de la commune	Article 2 ¹ La commune élimine les déchets urbains, les déchets de la voirie communale et ceux dont le détenteur est inconnu ou insolvable. ² Elle encourage toute mesure de réduction des déchets et informe la population sur leur gestion. ³ Elle participe, conformément à la législation, à d'autres tâches relatives à l'élimination des déchets.
Surveillance	Article 3 La gestion des déchets sur le territoire communal est placée sous la surveillance du Conseil communal.
Information	Article 4 Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, sur le service de collecte, sur les collectes sélectives, sur les catégories de déchets et sur leurs caractéristiques.
Interdiction de dépôt	Article 5 ¹ Sous réserve d'accords intercommunaux (art. 107ss LCo), seuls les déchets produits sur le territoire communal peuvent être déposés dans les installations d'élimination désignées à cet effet par le Conseil communal.

² Il est interdit de jeter ou de déposer des déchets en dehors des installations d'élimination autorisées. Le compostage des déchets dans des installations individuelles fait exception.

CHAPITRE II

Elimination des déchets

A) Déchets urbains

- Définitions** **Article 6**
¹ On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue. Ils doivent être régulièrement enlevés pour des motifs de salubrité.
² En raison de leur taille, de leur poids ou de leur volume, les déchets urbains peuvent prendre la forme de déchets encombrants à collecter séparément.
- Valorisation** **Article 7**
Les déchets urbains valorisables tels que les vieux papiers, les verres perdus, les métaux, les textiles ainsi que d'éventuels autres déchets sont apportés au poste de collecte selon les prescriptions du Conseil communal.
- Déchetterie** **Article 8**
¹ Le Conseil communal assure l'exploitation d'une déchetterie.
² Il règle les conditions d'accès à la déchetterie et en organise la surveillance.
- Compostage** **Article 9**
¹ Dans la mesure du possible, les déchets compostables doivent être compostés par leur détenteur dans des installations de compostage individuelles ou de quartier.
² La commune achemine les déchets compostables non valorisés vers une installation autorisée.
- Organisation** **Article 10**
¹ Le Conseil communal organise le ramassage des déchets urbains et en fixe les modalités ; il peut exclure certains objets de la collecte.
² Les ordures ménagères non valorisées sont déposées aux postes de collecte prévus à cet effet, conformément aux prescriptions du Conseil communal.
³ Les déchets encombrants font l'objet d'une collecte séparée dont les modalités sont définies par le Conseil communal.
⁴ L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public est interdit.
-

Incinération
des déchets
naturels

Article 11

¹ L'incinération en plein air de déchets verts provenant des champs et des jardins est interdite. Font exception les déchets naturels des champs et des jardins qui sont suffisamment secs pour que leur incinération n'émette pratiquement pas de fumée (art. 26b al. 1 OPair).

² Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de déchets naturels à certains endroits, si des immissions excessives sont à craindre (art. 26b al. 3 OPair). Pour ce faire, le Conseil communal publie une information officielle définissant précisément ces endroits où ces horaires.

³ Les dispositions plus restrictives de la législation sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels sont réservées. Pour l'incinération en plein air de déchets naturels provenant des forêts, l'article 33a du règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles est applicable.

B) Déchets particuliers

Généralités

Article 12

Le Conseil communal peut proposer la collecte de certains déchets particuliers et en fixer les modalités.

CHAPITRE III

Financement

A) Dispositions générales

Principes

Article 13

¹La commune assure le financement du service public d'élimination des déchets dont l'élimination lui incombe. Elle dispose à cet effet :

- des taxes d'élimination (taxes de base et taxes proportionnelles)
- des recettes de la vente des matières valorisables récupérées
- des recettes fiscales
- des émoluments

² Les frais d'acquisition de sacs, de conteneurs et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usagers.

Emoluments

Article 14

Un émoulement est perçu pour les contrôles faisant suite à une contestation et pour les prestations spéciales que l'administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu du présent règlement.

Le tarif horaire est de Fr. 70.--.

Principes régissant le calcul des taxes	<p>Article 15</p> <p>¹ Les taxes sont déterminées de manière à permettre la couverture minimum de 70 % des dépenses occasionnées par les frais d'information, de fonctionnement (frais d'exploitation et frais financiers) du service de collecte et des équipements d'élimination des déchets.</p> <p>² Le 50 % au moins des recettes des taxes provient des taxes proportionnelles.</p> <p>³ Le montant des taxes tient compte des coûts de gestion ; il doit contribuer à réduire les quantités totales de déchets, à favoriser la valorisation et à assurer un traitement respectueux de l'environnement.</p> <p>⁴ Pour tenir compte de certaines situations sociales, la commune peut prendre des dispositions spéciales.</p>
Règlement d'exécution	<p>Article 16</p> <p>Dans les limites fixées par l'Assemblée communale, le Conseil communal fixe :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les taxes d'utilisation – les (éventuelles) taxes pour l'élimination des déchets particuliers – les émoluments dus pour les prestations spéciales
Perception de la taxe de base	<p>Article 17</p> <p>La taxe de base est perçue annuellement auprès du détenteur de déchets.</p>
Déchets non soumis à une taxe proportionnelle	<p>Article 18</p> <p>Les déchets valorisables qui sont apportés aux postes de collecte de la commune ou qui font l'objet de collectes sélectives (déchets valorisables tels que le verre, le papier ou la ferraille) ne sont pas soumis à une taxe proportionnelle.</p>
Déchets exclus de la collecte	<p>Article 19</p> <p>Les déchets en vrac ne peuvent pas être présentés à la collecte</p>
Apports directs	<p>Article 20</p> <p>En cas d'apports directs de grandes quantités de déchets urbains de l'industrie et de l'artisanat à des entreprises d'élimination des déchets, les frais de transport et les frais d'élimination seront directement acquittés par le remettant. Au besoin, les conditions sont fixées par une convention.</p>

B) Types de taxes

a) Déchets urbains

Taxe d'élimination	<p>Article 21</p> <p>La taxe d'élimination des déchets se compose d'une taxe de base et d'une taxe au poids.</p>
--------------------	---

Taxe de base **Article 22**
¹ La taxe de base couvre les frais de collecte et de transport, ainsi que ceux afférents aux collectes sélectives (mise en place des infrastructures, exploitation, renouvellement des installations, etc.), pour autant qu'ils ne soient pas couverts par la taxe au poids.
² La taxe de base annuelle est fixée par le conseil communal (se référer à l'art.15) selon l'annexe au présent règlement.

Taxe au poids **Article 23**
Une taxe pondérale est perçue pour l'élimination des déchets urbains. Elle est au maximum de 70 centimes par kg de déchets.

Article 24-26 ...

b) Déchets particuliers

Taxe sur les déchets particuliers **Article 27**
¹ Les dépenses afférentes à la collecte des déchets particuliers sont financées au moyen d'une taxe calculée selon le type de déchets.
² Les taxes maximales suivantes sont applicables:

Frigo / congélateurs	Fr. 150.--
Machines à laver	Fr. 50.--
Cuisinières	Fr. 50.--
Pneus de voiture	Fr. 10.--
Postes de télévision	Fr. 100.--

CHAPITRE IV

Intérêt de retard, pénalités et voies de droit

Intérêt de retard **Article 28**
Toute taxe, contribution ou émolument non payé à l'échéance porte intérêt au taux pratiqué par la Banque cantonale de Fribourg pour les hypothèques de premier rang.

Pénalités **Article 29**
¹ Toute contravention aux articles 5 à 12 et à l'article 19 du présent règlement est passible d'une amende de 20 francs à 1'000 francs selon la gravité du cas.
² Les dispositions pénales du droit fédéral et cantonal en la matière restent réservées.

Voies de droit **Article 30**

¹ Les décisions prises par le Conseil communal, un de ces services ou un délégué de tâches communales concernant l'application du présent règlement sont sujettes à réclamation dans les 30 jours auprès du Conseil communal. Les réclamations doivent être écrites et contenir les conclusions et les motifs du réclamant.

² Lorsque la réclamation est rejetée en tout ou en partie par le Conseil communal, un recours contre cette décision peut être adressé au Préfet dans un délai de 30 jours dès sa communication.

³ Les voies de droit en matière pénale demeurent réservées (art.86 al.2 LCo)

CHAPITRE V

Dispositions finales

Abrogation **Article 31**

Le règlement communal de 2001 relatif à la gestion des déchets ainsi que toutes les dispositions antérieures ou contraires au présent règlement sont abrogées.

Exécution **Article 32**

Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement.

Entrée en vigueur **Article 33**

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier qui suit son adoption par l'assemblée communale, sous réserve de son approbation par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC).

Adopté par l'Assemblée communale du 19 décembre 2016

La Secrétaire : *Abayoz*



Le Syndic :

J. Steiert

Approuvé par la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, DAEC
le

J. Steiert
Jean-François Steiert
Conseiller d'Etat, Directeur

